



ABROGATION DE LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Alors qu'il est annoncé entre 800 000 et un million de chômeur-es supplémentaires d'ici la fin de l'année, **le gouvernement persiste à appliquer sa politique de destruction des droits des chômeur-es**. Entre novembre 2019 et février 2020, **100 000 personnes étaient privées de leur droit à l'indemnisation du chômage**. Au 1^{er} juin, 275 000 personnes supplémentaires arrivaient en fin de droits. **Le durcissement des conditions d'ouverture de droits et de rechargement va continuer à exclure des centaines de milliers de personnes de l'assurance chômage**. En parallèle, les contrôles de la recherche d'emploi ont repris comme avant le confinement, et ce dans un contexte où les licenciements se multiplient.

NOUS AVONS DÉJÀ OBTENU UNE PREMIÈRE VICTOIRE

Le 1^{er} avril 2021, la réforme prévoyait de changer le mode de calcul des allocations chômage en se basant sur la totalité de la période de référence et non plus seulement les jours travaillés. Cela aurait entraîné **une baisse moyenne des allocations de 22 % !** Mais mercredi 25 novembre, **le Conseil d'État, saisi par les organisations syndicales, a annulé cette disposition estimant qu'« elle porte atteinte au principe d'égalité »**.

CONTRE LE DURCISSEMENT DES CONDITIONS D'AFFILIATION, LA SUPPRESSION DU RECHARGEMENT DES DROITS, LA DÉGRADATION DES DROITS DES CHÔMEUR-ES ET PRÉCAIRES

Nous exigeons immédiatement :

- **L'abrogation de la réforme** de l'assurance chômage.
- **L'abrogation du décret** du 29 décembre 2018 sur le contrôle des chômeur-es.
- **Une nouvelle convention** indemnisant 100 % des chômeur-es et précaires.
- **Une année blanche** pour les intermittentes et intermittents de l'emploi, et pour les travailleuses et travailleurs précaires, à compter de la fin de la crise sanitaire.
- **L'arrêt des contrôles** et le redéploiement des effectifs vers l'indemnisation et l'accompagnement.

NOUS N'OBTIENDRONS RIEN SANS MOBILISATION !

Le 5 décembre, partout en France, des manifestations et des actions s'organisent pour réclamer l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage

EN ÎLE-DE-FRANCE, LE 5 DÉCEMBRE 14 HEURES – MÉTRO MAIRIE DES LILAS

Signataires : Attac France, CGT Pôle emploi, URIF CGT, CGT Hôtels de prestige et économiques (HPE), Collectif des précaires hôtellerie restauration événementiel (CPHRE), Collectif national pour les droits des femmes, Collectif de vacataires de Paris Musées, Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France (CIP-IDF), Ensemble, FSU, SNU Pôle emploi FSU, SNU TEFI FSU, Femmes contre les précarités le chômage et les discriminations, La France insoumise (LFI), Gauche démocratique et sociale (GDS), Génération-s, Gilets jaunes intermittent-es chômeur-es précaires, Marche des Solidarités, Nouvelle Donne, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Place publique, Pour une écologie populaire et sociale (PEPS), Solidaires, Solidaires SUD Emploi, SUD Culture Solidaires, Stop Précarité, Union communiste libertaire (UCL).